

Questions de l'Observatoire de la Turquie contemporaine, OTC, à Boris James, le 14 janvier 2019:

- 1) L'OTC : L'annonce de retrait des États-Unis de la Syrie a été suivie d'un tweet de Donald Trump 'confiant' aux bons soins de la Turquie de reconfigurer les équilibres moyen-orientaux. Comment voyez-vous s'établir une espèce de *pax-Turcica* dans la région et avec quels effets sur les différents mouvements politiques kurdes ?

BORIS JAMES : *Non, je ne le pense pas. Mike Pompeo vient également de déclarer que « la Turquie protégerait les combattants kurdes en Syrie ». On se demande si l'administration Trump est totalement inculte du point de vue géopolitique ou si elle surjoue l'ignorance pour parvenir à ses fins. Il est évidemment hors de question pour la Turquie de « protéger » l'organisation kurde qui régit aujourd'hui le nord-est de la Syrie, les Forces Syriennes Démocratiques (FSD) dirigées par les unités de protection du peuple (YPG), organisation militaire liée au PKK. Erdogan souhaite clairement et explicitement en finir avec elle. Je m'attends plus à un Bellum Turcicum qu'à une Pax Turcica...*

Par ailleurs, si la Turquie est tout à fait en mesure d'abattre militairement, en une offensive, les FSD, elle n'a ni la volonté ni les moyens d'imposer sa présence de manière pérenne. Tout d'abord, il existe en Turquie de fortes dissensions quant au niveau éventuel d'engagement militaire. Les politiques et Erdogan souhaiteraient une guerre totale. Ceux qui font la guerre et connaissent les conséquences qu'elle peut avoir ne voient pas d'un bon œil une occupation militaire totale. L'option qui est certainement envisagée est une attaque composite de groupes armés plus ou moins alliés de la Turquie avec un appui aérien et blindé turc, comme ce fut le cas à Afrîn. Il serait impossible à d'autres mouvements kurdes non-affiliés au PKK de trouver leur place au Rojava du fait de leur faiblesse politique et de l'instabilité sécuritaire que cela produirait.

On aurait donc affaire dans une deuxième phase, à une situation mettant aux prises une guérilla kurde très soutenue par les populations locales, à des milices rivales de toutes sortes appuyées par une présence militaire turque limitée dans un territoire convoité par l'Etat central syrien et la Turquie. Inutile de dire qu'on serait loin d'une reconfiguration géopolitique. J'y vois plus une extension du désordre syrien et du partage de la Syrie en zones d'influences instables. Cette situation de chaos a, d'un point de vue tout à fait cynique, l'avantage de produire l'endiguement territorial de l'ensemble des mouvements (kurdes comme jihadistes) que les plus pragmatiques parmi les décideurs turcs ne souhaitent pas voir agir dans leur pays.

Il convient d'ajouter que la décision américaine n'est pas tout à fait claire. Je me demande s'il ne s'agissait pas de redonner une place symbolique à la Turquie et de réintroduire de la conflictualité entre elle, la Russie et l'Iran ou s'il s'agit du maintien d'un cap populiste dans la politique intérieure américaine.

- 2) L'OTC : Quel avenir proche est envisageable pour les relations trilatérales Turquie/ États-Unis et les Kurdes, et avec quelles conséquences sur la politique domestique de la Turquie ?

BORIS JAMES : *Il est très difficile de répondre à une telle question car les facteurs qui régissent ces relations sont très incertains. Par ailleurs, c'est presque le sujet*

d'une thèse de doctorat en soi. Enfin, les Kurdes ne constituent pas un bloc uni bien que différentes organisations puissent partager une cause et des intérêts communs. Les gouvernements turcs successifs s'ingénient à penser ou à feindre de penser que la question kurde, qu'ils la nomment ou non, n'a qu'une dimension sécuritaire. Aucune solution politique n'a jamais réellement été esquissée avec des acteurs kurdes de Turquie capables d'infléchir la situation, à part en 2013 et avec une très grande frilosité. Le PKK et ses organisations sœurs sont considérés comme des organisations terroristes presque par essence. La relation est une confrontation incessante.

La Turquie ne considère ses relations avec les autres mouvements kurdes qu'à l'aune de l'impact que ces relations pourraient avoir sur cette situation sécuritaire ou du point de vue de retombées économiques directes. C'est ce qui fonde sa relation avec le Gouvernement Régional du Kurdistan d'Irak que la Turquie considère à la fois comme un partenaire commercial important et un acteur capable de neutraliser l'action du PKK. Plusieurs événements ont cependant montré la très grande fragilité de ces relations avec le GRK et les organisations kurdes qui se sont mises sous sa houlette notamment celles du Rojava (Kurdistan de Syrie) non-affiliées au PKK. Le réflexe jacobin et nationaliste turc reste structurant pour la diplomatie ou la géostratégie de la Turquie, ce qui n'est pas surprenant. Ainsi, toutes les organisations kurdes conçoivent une très grande défiance vis-à-vis de la Turquie et vice versa. Et ce n'est pas prêt de changer, la Turquie étant à tout point de vue plus puissante. C'est pourquoi toutes les organisations kurdes au premier rang desquelles le PKK, attendent beaucoup des Etats-Unis et de leur capacité à modérer la volonté hégémonique de la Turquie. De l'autre côté les Etats-Unis semblent vouloir retrouver grâce aux yeux de la Turquie afin de développer leur politique de (ré)endiguement de l'Iran et de la Russie ce qui suppose un échange efficace et fluide de renseignement et de services divers (usage de bases militaires notamment) entre les deux Etats membres de l'OTAN. Ce sont donc les Etats-Unis qui se trouvent aujourd'hui en demande vis-à-vis de la Turquie. Cette dernière voudrait imposer le lâchage des FSD par les Etats-Unis, la « sécurité » de la frontière sud étant perçue comme existentielle par la Turquie. Les Etats-Unis donnent des gages dans ce sens en faisant des déclarations de retrait. A ce stade, il existe deux certitudes : les relations entre les Etats-Unis et la Turquie ne se normaliseront totalement que si les FSD sont lâchées ; le retrait américain entraînera forcément une offensive turque quelle qu'en soit la forme. Le reste n'est qu'incertitude : les Etats-Unis se retireront-ils vraiment ? Un tel retrait permettra-t-il d'engager plus nettement la Turquie dans une confrontation avec l'Iran ? Les Etats-Unis peuvent-ils se passer de la Turquie ? Quelle sera la stratégie de recomposition du PKK ? etc.

3) L'OTC : L'Europe se trouve fragilisée dans sa position au Moyen Orient avec l'annonce de retrait des États Unis. Pensez-vous que cela sera un vecteur significatif pour constituer une défense, une armée européenne ?

Je suis très loin d'être spécialiste des questions géopolitiques européennes. Ce que je constate simplement c'est que la politique et la géostratégie européennes bien qu'aillant une coloration différente de celle des Etats-Unis, lui est en fait assez semblable en substance. En toute logique le retrait américain devrait entraîner un retrait européen. Il serait difficile de supporter la pression combinée de la Turquie et de la Russie sur ce terrain sans soutien américain. Si le retrait américain se fait à

reculons et s'il est surtout lié à des questions de politique intérieure et à une tentative de séduction de la Turquie, on pourrait envisager une sorte de partage du travail avec les Européens. Ces derniers se maintiendraient. Cela répondrait à deux exigences du point de vue américain : maintenir les FSD (et les Kurdes de manière générale) dans le giron occidental, ce sur quoi nombre d'acteurs politiques aux Etats-Unis insistent ; et, dans la logique financière trumpienne, faire en sorte que les alliés des USA « paient enfin leur écot » à la sécurité mondiale. Encore une fois, cela me paraît une position assez difficile. Par ailleurs, l'engagement militaire européen au Rojava est surtout français et un peu allemand. Il s'agit bien là des deux seuls pays d'Europe qui envisagent sérieusement une défense commune. Car s'il y a consensus en Europe pour un soutien au FSD, il me semble cependant que la question militaire européenne ne se joue pas sur le terrain syrien, terrain miné à tout point de vue. Avec ou sans position commune au sujet d'un engagement en Syrie, la défense commune européenne est encore très loin de voir le jour.